

Régie
du logement

Québec



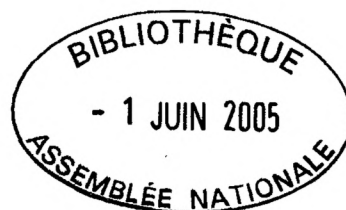
A36L65
C33
2005/06
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES

2005-2006

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES

2005-2006



AVRIL 2005

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DE

L'OPPOSITION OFFICIELLE

AVRIL 2005

RÉGIE DU LOGEMENT
ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2005

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. Comparaison, par poste budgétaire, entre les crédits 2004-2005 et 2005-2006, compte tenu des modifications administratives apportées lors du remaniement ministériel du 18 février 2005
2. Organigramme de la Régie du logement
3. Publications de la Régie du logement et *Déclaration des services aux citoyens*
4. Voyages hors Québec
5. Ententes signées et/ou annoncées lors de missions à l'étranger
6. Sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger
7. Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels
8. Sondages et groupes de discussions en 2004-2005
9. Études de moins de 25 000 \$ commandées à l'extérieur
10. Contrats de moins de 25 000 \$
11. Contrats de moins de 25 000 \$ ou de plus de 25 000 \$ octroyés à une firme de relations publiques
12. Pour le cabinet ministériel, dépenses de photocopie, télécopie, téléphonie cellulaire, téléavertisseur, mobilier de bureau, fournitures de bureau, distributeurs d'eau de source, frais de transport, d'hébergement et de repas, ressourcement ou préparation à la retraite, participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement
13. Pour la Direction générale du ministère, dépenses de photocopie, télécopie, téléphonie cellulaire, téléavertisseur, mobilier de bureau, fournitures de bureau, distributeurs d'eau de source, frais de transport, d'hébergement et de repas, ressourcement ou préparation à la retraite, participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement

RÉGIE DU LOGEMENT
ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2005

TABLE DES MATIÈRES

14. Nombre et répartition du personnel
15. Jours de maladie, vacances et heures supplémentaires
16. Précisions sur l'effectif depuis le 1^{er} avril 2002
17. Liste des baux pour les espaces loués par la SIQ
18. Liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2004-2005 et prévisions 2005-2006
19. Mise à part la SIQ, liste des firmes de qui sont loués des espaces
20. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels depuis du 1^{er} avril 2004 au 17 février 2005 et du 18 février 2005 à ce jour
21. Personnel du cabinet du ministre au 1^{er} mars 2005
22. Sommes d'argent versées à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministère ou de l'organisme
23. Ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral
24. Personnel en disponibilité par catégories d'emploi
25. Nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2004-2005
26. Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels
27. Personnel hors structure rémunéré par la Régie et qui n'occupe aucun poste à la Régie
28. Personnel rémunéré par la Régie et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres
29. Personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté à la Régie
30. Personnel qui reçoit une double rémunération
31. Liste détaillée du matériel informatique

RÉGIE DU LOGEMENT
ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2005

TABLE DES MATIÈRES

- 32. Liste des abonnements et leur coût
- 33. Site Internet
- 34. Dépenses effectuées par l'organisme en 2004-2005 dans les technologies de l'information
- 35. État d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale
- 36. Liste et copie des contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État
- 37. Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État
- 38. Études commandées en 2004-2005 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics
- 39. Solutions proposées dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement
- 40. Nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail
- 41. Budgets consacrés à la sécurité des ministères
- 42. Modification à une directive existante ou toute nouvelle directive à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information
- 43. Nombre et nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à cet égard
- 44. Nominations, depuis le 1^{er} mai 2004, de mandataires, émissaires, négociateurs et médiateurs
- 45. Dépenses effectuées pour les tournées ministérielles pour 2004-2005

RÉGIE DU LOGEMENT
ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2005

TABLE DES MATIÈRES

- 46. Montants déboursés en 2004-2005 ainsi que les prévisions pour 2005-2006 pour les études, avis ou achat de matériel pour la mise en place du gouvernement en ligne
 - 47. Liste et copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying
 - 48. Liste et copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information
 - 49. Demandes d'accès l'information
 - 50. Liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres
 - 51. Nombre de postes non comblés depuis février 2005
 - 52. Dépenses effectuées pour les tournées ministérielles pour 2004-2005
 - 53. Montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2005-2006 et mesures prises pour atteindre ces cibles
 - 54. Liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres
 - 55. Liste et les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec l'organisme en 2004-2005
 - 56. Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres
-

**1. COMPARAISON, PAR POSTE BUDGÉTAIRE, ENTRE LES CRÉDITS
2004-2005 ET 2005-2006, COMPTE TENU DES MODIFICATIONS
ADMINISTRATIVES APPORTÉES LORS DU REMANIEMENT
MINISTÉRIEL DU 18 FÉVRIER 2005**

Extraits annexés des volumes « *Crédits des ministères et organismes* »
pour les années 2004-2005 et 2005-2006.

Affaires municipales, Sport et Loisirs

Programme 8 Régie du logement

Élément	2004-2005			2003-2004	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Régie du logement	14 553,1	171,0	250,0	14 632,1	14 642,6
Moins :					
Crédits reportés					
Loi n° 2 sur les crédits, 2002-2003 (2002, c. 3)				-	25,5
Crédit à voter*				14 632,1	14 617,1

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements, et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

* Compréhant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2004-2005	2003-2004
		(000 \$)		
Rémunération	11 456,7		11 456,7	11 456,7
Fonctionnement	3 096,4		3 096,4	3 121,9
	14 553,1		14 553,1	14 578,6
Effectif total	225		225	225
Budget d'investissements				
Immobilisations	250,0		250,0	200,0
	250,0		250,0	200,0

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé du crédit de ce programme peut être reporté en 2005-2006, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2004-2005, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, et ce, dans la mesure où ce crédit n'est pas augmenté par un recours au Fonds de suppléance.

Affaires municipales, Sport et Loisir

Crédit au net

	2004-2005	2003-2004
	(000 \$)	
Programme 8 - Régie du logement		
Dépenses du programme (excluant amortissement)	14 382,1	14 442,6
Moins : Revenus associés au crédit au net	3 100,0	3 100,0
Crédit au net	11 282,1	11 342,6

Ce crédit au net, qui vise à donner suite à une entente de gestion intervenue entre le ministre responsable et le Conseil du trésor, concerne les activités de la Régie du logement dont la mission consiste à informer les locataires et les locateurs sur leurs droits et obligations résultant du bail, à favoriser la conciliation entre ceux-ci et, à défaut de règlement à l'amiable, à décider des litiges. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de la tarification des activités de règlement des litiges.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation de revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 3 100 000 \$.

Affaires municipales et Régions

Programme 8 Régie du logement

Élément	2005-2006			2004-2005	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Régie du logement	14 170,7	210,2	206,5	14 167,0	14 738,7
Moins :					
Crédits reportés					
Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)				-	106,6
Crédits déjà votés					
Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4)				3 658,0	-
Crédit à voter*				10 509,0	14 632,1

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements, et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

* Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2005-2006	2004-2005
		(000 \$)		
Rémunération	11 314,5		11 314,5	11 456,7
Fonctionnement	2 856,2		2 856,2	3 203,0
	14 170,7		14 170,7	14 659,7
Effectif total	224		224	225
Budget d'investissements				
Immobilisations	206,5		206,5	250,0
	206,5		206,5	250,0

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Affaires municipales et Régions

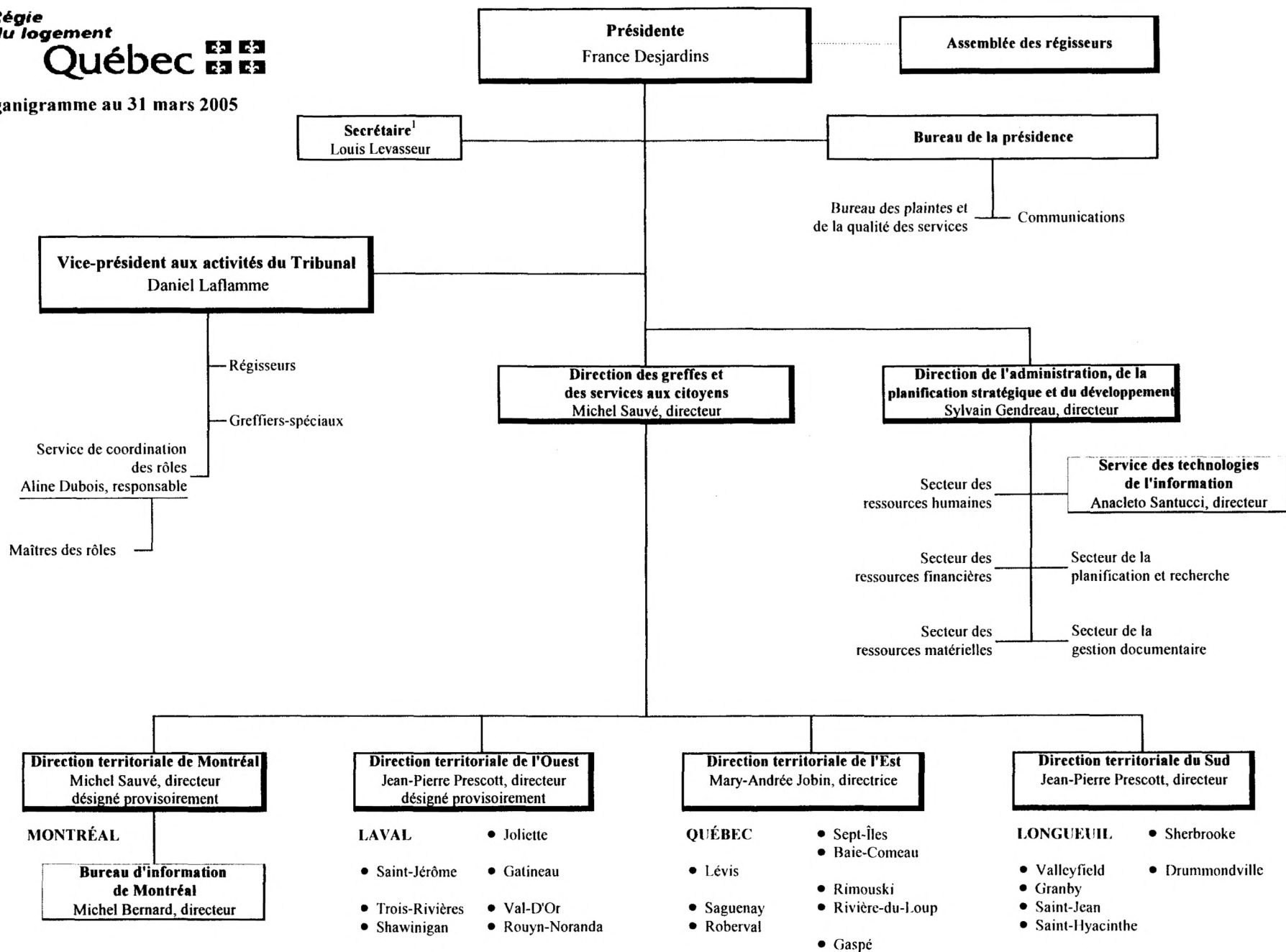
Crédit au net

	2005-2006	2004-2005
	(000 \$)	
Programme 8 - Régie du logement		
Dépenses du programme (excluant amortissement)	13 960,5	14 488,7
Moins : Revenus associés au crédit au net	3 100,0	3 100,0
Crédit au net	10 860,5	11 388,7

Ce crédit au net, qui vise à donner suite à une entente de gestion intervenue entre le ministre responsable et le Conseil du trésor, concerne les activités de la Régie du logement dont la mission consiste à décider des litiges, à informer les locataires et les locateurs sur leurs droits et obligations découlant du bail et à favoriser la conciliation entre ceux-ci. Les revenus associés à ce crédit proviennent de la tarification des activités de règlement des litiges.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation de revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 3 100 000 \$.

Organigramme au 31 mars 2005



¹ Le secrétaire est notamment responsable de l'éthique et de l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels*.

3. Publications de la Régie du logement 2004-2005 ainsi qu'une copie de la déclaration des services aux citoyens

DESCRIPTION	GENRE	CONCEPTION / RÉDACTION / GRAPHISME	TIRAGE	COÛT	FOURNISSEUR	DISTRIBUTION
COPROPRIÉTÉ (AFFICHE) *	affiche	RDL	200 400	1 410,00 \$ 1 310,00 \$	Sérigraphie Argile Sérigraphie Argile	RDL RDL
AVIS D'INTENTION (F)	formulaire 3 parties					
AVIS D'INTENTION (A)	formulaire 3 parties					
OFFRE DE VENTE (F)	formulaire 3 parties					
OFFRE DE VENTE (A)	formulaire 3 parties					
EXÉCUTER OU CONTESTER UNE DÉCISION DE LA RÉGIE	brochure	RDL / Communication Graphique	5000	1 010,85 \$	Imprimerie J.B. Deschamps	RDL / Communication-Québec
EXECUTING OR CONTESTING A REGIE DECISION	brochure	RDL / Communication Graphique	1000	202,15 \$	Imprimerie J.B. Deschamps	RDL / Communication-Québec
COMMENT SE PRÉPARER À UNE AUDIENCE	brochure					
HOW TO PREPARE FOR A HEARING	brochure					
COMMENT S'ENTENDRE (CALCUL) *	formulaire/dépliant	RDL	30000	2 743,50 \$	Imprimerie Intégria	RDL / Communication-Québec
HOW TO AGREE (CALCUL) *	formulaire/dépliant	RDL	10000	914,50 \$	Imprimerie Intégria	RDL / Communication-Québec
LA CONVERSION EN COPROPRIÉTÉ DIVISÉE...ET LES LOCATAIRES	dépliant					
UNDIVIDED CO-OWNERSHIP...AND THE TENANTS	dépliant					
FEUILLET SUR LES FRAIS EXIGIBLES (FRANÇAIS) * (interne)	feuille					
FEUILLET SUR LES FRAIS EXIGIBLES (ANGLAIS) * (interne)	feuille					
CONVENTION ENTRE COLOCATAIRE	dépliant					
CONVENTION BETWEEN CO-LESSEE	dépliant					
EXÉCUTER OU CONTESTER UNE DÉCISION DE LA RDL *	feuille					
EXECUTING OR CONTESTING A RDL DECISION *	feuille					
COMMENT SIGNIFIER UNE DEMANDE *	feuille	RDL	10000	200,15 \$	Reprotech inc.	RDL / Communication-Québec
HOW TO SERVE AN APPLICATION	feuille	RDL	2000	97,42 \$	Imprimerie Marc Boileau	RDL / Communication-Québec
DÉSIGNATION LÉGALE DU LOCATEUR ET DU LOCATAIRE	feuille					
LEGAL DESIGNATION LESSORS AND LESSEES	feuille					
COMMENT SE PRÉPARER À UNE AUDIENCE	feuille					

3. Publications de la Régie du logement 2004-2005 ainsi qu'une copie de la déclaration des services aux citoyens

DESCRIPTION	GENRE	CONCEPTION / RÉDACTION / GRAPHISME	TIRAGE	COÛT	FOURNISSEUR	DISTRIBUTION
HOW TO PREPARE FOR A HEARING	feuille					
LA RECONDUCTION DU BAIL	dépliant					
RENEWING THE LEASE OF A DWELLING	dépliant					
ACCÈS AU LOGEMENT ET LA VISITE	fiche	RDL	15000	736,91 \$	Reprotech inc.	RDL / Communication-Québec
ACCESS TO THE DWELLING	fiche	RDL	5000	245,64 \$	Reprotech inc.	RDL / Communication-Québec
LE BRUIT	fiche	RDL	15000	736,91 \$	Reprotech inc.	RDL / Communication-Québec
NOISE	fiche	RDL	5000	173,00 \$	Imprimerie Sociale Itée.	RDL / Communication-Québec
LE PAIEMENT DU LOYER *	fiche	RDL	5000	245,64 \$	Reprotech inc.	RDL / Communication-Québec
RENT PAYMENT	fiche	RDL	5000	173,00 \$	Imprimerie Sociale Itée.	RDL / Communication-Québec
PROBLEMES DE CHAUFFAGE	fiche	RDL	5000	398,00 \$	Imprimerie Bergeron inc.	RDL / Communication-Québec
HEATING PROBLEMS	fiche	RDL	5000	615,67 \$	Imprimerie Goliath	RDL / Communication-Québec
RÉPARATIONS URGENTES ET NÉCESSAIRES	fiche	RDL	5000	256,63 \$	Imprimerie Goliath	RDL / Communication-Québec
URGENT AND NECESSARY REPAIRS	fiche	RDL	5000	173,00 \$	Imprimerie Sociale Itée.	RDL / Communication-Québec
REPRISE DE POSSESSION	fiche	RDL	5000	175,00 \$	Imprimerie Sociale Itée.	RDL / Communication-Québec
REPOSSESSION	fiche					
TRAVAUX MAJEURS	fiche					
MAJOR WORK	fiche					
CÉDER SON BAIL OU SOUS-LOUER	fiche	RDL	5000	203,00 \$	Imprimerie Sociale Itée.	RDL / Communication-Québec
ASSIGNING YOUR LEASE OR SUBLETTING	fiche	RDL	5000	193,80 \$	Reprotech inc.	RDL / Communication-Québec
LA COLOCATION	fiche					
JOINT TENANCY	fiche					
CONV. D'UN IMMEUBLE EN COPRO. DIVISE (PROP. OCC.)	guide	RDL	200	85,00 \$	Imprimerie Sociale Itée.	RDL / Communication-Québec
CONV. PROP. TO DIVIDED CO-OWNERSHIP (OCC. OWNER)	guide					

3. Publications de la Régie du logement 2004-2005 ainsi qu'une copie de la déclaration des services aux citoyens

DESCRIPTION	GENRE	CONCEPTION / RÉDACTION / GRAPHISME	TIRAGE	COÛT	FOURNISSEUR	DISTRIBUTION
CONV. D'UN IMMEUBLE EN COPRO. DIVISE	guide	RDL	200	85,00 \$	Imprimerie Sociale Itée.	RDL / Communication-Québec
CONV. PROP. TO DIVIDED CO-OWNERSHIP	guide					
ENSEMBLE IMMOBILIER	guide	RDL	200	118,20 \$	Imprimerie Goliath	RDL / Communication-Québec
HOUSING COMPLEX	guide					
AVIS D'ABANDON DU LOGEMENT	guide	RDL	2000	56,90 \$	Reprotech inc.	RDL / Communication-Québec
NOTICE OF ABANDONMENT OF THE DWELLING	guide					
AVIS DE CESSION DE BAIL	avis	RDL	10000	242,00 \$	Copiexpress	RDL / Communication-Québec
NOTICE TO ASSIGN THE LEASE	avis					
AVIS EN CAS DE CESSATION DE COHABITATION	avis					
NOTICE REGARDING THE CESSATION OF COHABITATION	avis					
AVIS EN CAS DE DÉCÈS DU LOCATAIRE	avis					
NOTICE REGARDING THE DEATH OF THE TENANT	avis					
AVIS DE DÉPÔT DE LOYER	avis					
NOTICE OF RENT DEPOSIT	avis					
AVIS D'AUGMENTATION DE LOYER ET DE MODIFICATION D'UNE AUTRE CONDITION DU BAIL	avis	RDL	6000	322,62 \$	Imprimerie Marc Boileau	RDL / Communication-Québec
NOTICE OF RENT INCREASE AND MODIFICATION OF ANOTHER CONDITION OF THE LEASE	avis					
AVIS DE NON-RECONDUCTION DU BAIL PAR LE LOCATAIRE	avis	RDL	5000	268,85 \$		RDL / Communication-Québec
NOTICE OF NON-RENEWAL OF THE LEASE BY THE TENANT	avis					
AVIS DE RÉPARATION OU D'AMÉLIORATION MAJEURE	avis					
NOTICE OF MAJOR IMPROVEMENTS OR REPAIRS	avis	RDL	1000	28,45 \$	Reprotech inc.	RDL / Communication-Québec
AVIS DE REPRISE DU LOGEMENT	avis	RDL	10000	200,15 \$	Reprotech inc.	RDL / Communication-Québec
NOTICE OF REPOSSESSION	avis					
RÉPONSE DU LOCATAIRE À UN AVIS D'AUGMENTATION ET DE MODIFICATION D'UNE AUTRE CONDITION DU BAIL	avis	RDL	10000 5000	284,50 \$ 268,85 \$	Reprotech inc. Imprimerie Marc Boileau	RDL / Communication-Québec

3. Publications de la Régie du logement 2004-2005 ainsi qu'une copie de la déclaration des services aux citoyens

DESCRIPTION	GENRE	CONCEPTION / RÉDACTION / GRAPHISME	TIRAGE	COÛT	FOURNISSEUR	DISTRIBUTION
TENANT'S REPLY TO A NOTICE OF RENT INCREASE AND MODIFICATION OF ANOTHER CONDITION OF THE LEASE	avis					
RÉPONSE À UN AVIS DE REPRISE DU LOGEMENT	avis					
REPLY TO A NOTICE OF REPOSSESSION	avis					
AVIS DE RÉSILIATION DU BAIL SUITE À ...LOYER MODIQUE	avis					
NOTICE OF RESILIATION OF LEASE DUE...LOW-RENTAL HOUSING	avis					
AVIS DE RÉSILIATION DU BAIL ...CENTRE D'HÉBERGEMENT	avis					
NOTICE OF RESILIATION OF LEASE ...RESIDENTIAL	avis					
AVIS DE SOUS-LOCATION DU LOGEMENT	avis					
NOTICE TO SUBLET THE DWELLING	avis					
AVIS D'ÉVICTION POUR SUBDIVISION...	avis	RDL	2000	56,90 \$	Reprotech inc.	RDL / Communication-Québec
NOTICE OF EVICTION TO DIVIDE THE DWELLING...	avis					
ÉCRIT CONSTATANT LES MODIFICATIONS AU BAIL...	avis	RDL	500	14,26 \$	Reprotech inc.	RDL / Communication-Québec
WRITING EVIDENCING THE MODIFICATIONS...	avis					
CONTRAT DE CESSION DE BAIL	contrat	RDL	5000 5000	203,00 \$ 217,15 \$	Imprimerie sociale ltée. Reprotech inc.	RDL / Communication-Québec
ASSIGNMENT OF LEASE AGREEMENT	contrat					
TOTAL DES PUBLICATIONS				14 652,45 \$		

* Le contenu et la présentation ont été revus
Aucun nouveau titre n'est paru depuis le 1er avril 2004

4. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2004

TORONTO

Date : Du 20 au 23 juin 2004

But du voyage : 3^e congrès international du Conseil des Tribunaux Administratifs Canadiens (CTAC) ayant comme thème «Rendre la justice administrative accessible au peuple de la terre».

Coût : 4 984 \$

Personnes rencontrées : Membres du CTAC

Participants : Madame France Desjardins, Présidente
Monsieur Luc Harvey, régisseur
Monsieur Pierre Therrien, régisseur

Mme France Desjardins à titre de conférencière invitée dans le cadre d'un atelier de formation post-conférence

Bilan : Conférences sur les sujets suivants :

- Percée des médias : comment trancher avec la presse : communiquer ou garder le silence?
- Résolution de conflits
- L'intégrité
- Viser juste
- Établissement de règles internationales – perspective mondiale, action locale
- Dilemmes éthiques
- Évaluation du rendement, suivi et autonomie judiciaire, stratégie diverses ciblant une gestion réussie du rendement et la poursuite des meilleures pratiques

- L'éthique pour les décideurs : de l'intuition à l'application – un atelier de «formation des formateurs».

Mme France Desjardins était panéliste invitée dans l'atelier traitant du sujet : *«Évaluation du rendement et autonomie judiciaire»*

VANCOUVER

Date : Du 21 au 24 octobre 2004

But du voyage : Réunion du Conseil des Tribunaux Administratifs Canadiens (CTAC).

Coût : 665 \$

Personnes rencontrées : Membres du conseil d'administration du CTAC

Participants : Monsieur Luc Harvey, régisseur et membre du Conseil d'administration du CTAC

Bilan : Rencontre des membres du conseil d'administration du CTAC pour fixer les orientations de l'organisme

**5. ENTENTES SIGNÉES ET/OU ANNONCÉES LORS DE MISSIONS À
L'ÉTRANGER**

Sans objet

**6. SOMMES DÉPENSÉES POUR LES VOYAGES EN AVION DE CHAQUE
MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES ET DES MEMBRES DES
CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET À L'ÉTRANGER**

Sans objet

**7. LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT SUR INTERNET)
ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS**

Aucune dépense de cette nature n'a été effectuée en 2004-2005.

8. LISTE DES SONDAGES ET GROUPES DE DISCUSSIONS EFFECTUÉS DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2004-2005 À LA DEMANDE DES CABINETS DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, MINISTÈRE, ORGANISMES, SOCIÉTÉS, RÉGIES ET COMMISSIONS QUI S'Y RATTACHENT

En 2004-2005, sept (7) ministères et organismes, dont la Régie du logement, ont participé à la validation d'un sondage permettant de mesurer la satisfaction de la clientèle.

Ce sondage a été développé par le Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI) afin qu'il soit éventuellement adopté comme standard pour l'ensemble des ministères et organismes qui souhaitent connaître le niveau de satisfaction des citoyens qu'ils desservent.

Les coûts d'administration de ce sondage étaient sous la responsabilité du MRCI.

**9. LISTE DES ÉTUDES DE MOINS DE 25 000 \$ COMMANDÉES À
L'EXTÉRIEUR DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2004-2005**

Aucune nouvelle étude n'a été commandée en 2004-2005.

Les travaux se sont poursuivis concernant l'étude sur **la caractérisation et l'analyse de la situation des logements en copropriété divisée dans la région de Montréal**. Cette étude est financée conjointement par la Régie du logement, la Société d'habitation du Québec (SHQ), le Ministère des Affaires municipales et des Régions, la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Ville de Montréal. Selon l'entente conclue avec la SHQ, chaque organisme partenaire a accepté d'assumer, jusqu'à concurrence de 24 000 \$, une part de 20 % du montant qui sera versé aux consultants pour la fourniture des services professionnels requis, au montant maximal de 120 000 \$.

La Régie a effectué deux versements en 2003-2004 totalisant 15 770 \$. La Régie a enregistré un compte à payer estimé en 2004-2005 pour le solde de 8 320 \$ puisque les travaux sont à toute fin terminés.

**10. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS
EN 2004-2005**

<u>IMEX</u>	9 420 \$
Contrat de services professionnels pour la traduction de décisions.	
<u>Les avocats DeBlois & Associés, S.E.N.C</u>	3 371 \$
Contrat de services professionnels pour représenter les régisseurs de la Régie du logement devant le Conseil de la justice administrative.	
<u>Les Consultants Longpré & Associés inc.</u>	8 140 \$
Contrat de services professionnels pour des services en relation d'aide et des services de soutien nécessaires au fonctionnement du programme d'aide aux employés.	
<u>BCE Élix</u>	24 995 \$
Contrat de services professionnels pour réécrire et fusionner les applications de la réponse vocale interactive (RVI) des bureaux de Montréal et de Québec.	
<u>BCE Élix</u>	1 100 \$
Contrat de services professionnels pour des modifications temporaires à la réponse vocale interactive (RVI).	
<u>Frisco Bay</u>	1 604 \$
Contrat d'entretien pour le système de service prioritaire PSS.	
<u>Gestar, Inc.</u>	871 \$
Contrat d'entretien du système DOCUMENTIK.	
<u>IBM Canada ltée.</u>	9 256 \$
Contrat du plan de relève de l'ordinateur central (AS/400).	
<u>Dunton Rainville, S.E.N.C.</u>	16 477 \$
Contrat de services professionnels pour représenter la Régie du logement dans le cours d'une requête en révision judiciaire.	

10. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS
EN 2004-2005

Paradis, Lemieux, Francis, S.E.N.C. 7 473 \$

Contrat de services professionnels pour représenter la Régie du logement dans le cours d'une requête introductive en révision judiciaire.

Sungard, services de continuité des affaires (Canada) ltée 8 938 \$

Contrat de services de rétablissement de l'ordinateur central (AS/400).

Communication Demo inc. 7 190 \$

Service de lecture de la presse écrite prenant forme d'une revue de presse.

Bell Canada 19 200 \$

Contrat de services professionnels pour l'implantation d'un firewall.

Comité consultatif de la gestion du personnel du gouvernement du Québec (CCGP) 2 000 \$

Contrat pour l'utilisation des systèmes informatiques du CCGP soit :
-SADE (suivi des activités de développement)
-GEREV (gestion des retraites volontaires)

Direction générale des solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources ((DGSAGIR) 5 624 \$

Contrat pour l'utilisation des systèmes informatiques du DGSAGIR soit :
-SAGIP (système automatisé de gestion des informations du personnel).

Conseillers en gestion et informatique CGI inc. 2 299 \$

Contrat pour l'obtention de documents relatifs à la paie sur différents supports (papier ou électronique).

SMA Société de mathématiques appliquées inc. 1 981 \$

Contrat pour le service de diffusion et d'entretien de VIXIT.

10. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS
EN 2004-2005

ÉLIX inc. 6 235 \$

Contrat de soutien et d'entretien du RVI.

CNW Telbec 684 \$

Contrat de service pour recevoir les communiqués de presse.

Poste Canada 2 000 \$

Contrat pour le droit d'utilisation de la banque de données des codes
postaux du Canada

**11. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OU DE PLUS DE
25 000 \$ OCTROYÉS À UNE FIRME DE RELATIONS PUBLIQUES**

Sans objet

**12. POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, MONTANT POUR L'ANNÉE
2004-2005, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES**

Sans objet

**13. POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE, MONTANT POUR
L'ANNÉE 2004-2005, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES**

Dépenses de la Régie du logement

Catégorie :	Coût 2004-2005
- Photocopie :	47 358 \$
- Téléphonie cellulaire et coût d'utilisation	5 982 \$
- Téléavertisseurs	69 \$
- Mobilier de bureau	15 127 \$
- Distributeurs d'eau de source	2 701 \$
- Remboursement des frais de transport	201 199 \$
Remboursement des frais d'hébergement et des frais de repas :	170 395 \$
- Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
a) au Québec : ¹	
Frais de voyage :	33 007 \$
Frais d'inscription :	45 795 \$
b) à l'extérieur du Québec	5 649 \$

¹ Incluant les frais de transport, de repas et d'hébergement déjà considérés sous ces rubriques.

14. NOMBRE ET RÉPARTITION, PAR TRANCHE D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI AU 31 MARS 2005

Catégorie d'emploi	Sexe		Total et % de l'effectif	- 35 ans	35 ans à 54 ans		Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
	Hommes	Femmes								
Cadres	5 83,3 % ³	1 16,7 % ³	6 3 %		4 66 %					1
Professionnels	11 55 % ³	9 45 % ³	20 10 % ⁴	3 15 %	11 55 %					1 5 % ³
Fonctionnaires	40 22,8 % ³	135 77,1 % ³	175 87 % ⁴	22 12,6 %	116 66,2 %		8 4,6 % ³	1 0,6 % ³	1 0,6 % ³	13 6,5 % ³
Total de l'effectif régulier¹ et occasionnel	56 27,9 % ⁴	145 72,1 % ⁴	201 85,5 % ⁵	25 12,4 %	131 65,2 %		8 4 % ⁴	1 0,5 % ⁴	1 0,5 % ⁴	15 7,5 % ⁴
Hors cadres ²	14 41,2 % ³	20 58,8 % ³	34 16,9 % ⁵		24 70,6 %					2 5,9 % ³
Total de l'effectif global	70 29,8 % ⁵	165 70,2 % ⁵	235 100 %	25 10,6 %	155 66 %		8 3,4 % ⁵	1 0,4 % ⁵	1 0,4 % ⁵	17 7,2 % ⁵

¹ Nommé et rémunéré selon la Loi sur la fonction publique

² Personnel de la haute direction et régisseurs

³ Pourcentage par catégorie d'emploi

⁴ Pourcentage de l'effectif régulier

⁵ Pourcentage de l'effectif global

15. NOMBRE DE JOURS DE CONGÉ DE MALADIE ET DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL, NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES ET NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE POUR 2004-2005

CATÉGORIE D'EMPLOI : PERSONNEL FONCTIONNAIRE

2004-2005	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Nombre de jours de congé de maladie ⁽¹⁾	357,50	306,50	331,00	224,00	255	283	257,50	287,50	277	278,50	259	168,50
Nombre de jours de vacances	104,50	113,00	294,00	896,50	948,50	226,50	106	71,50	335	175	133,85	83
Nombre d'heures supplémentaires												
• effectuées	207,36	300,67	490,42	246,59	151,31	156,66	172,75	405,88	271,90	89,93	179,16	94,09
• remboursées	96,48	94,20	131,92	122,76	36,60	112,26	94,28	191,23	124,04	47,49	84,31	28
• compensées	110,88	206,47	358,50	123,83	114,71	44,40	78,47	214,65	147,86	42,44	94,85	66,09
Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique	AUCUNE PLAINTÉ											

⁽¹⁾ Période en assurance salaire incluse

15. NOMBRE DE JOURS DE CONGÉ DE MALADIE ET DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL ET NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE POUR 2004-2005

CATÉGORIE D'EMPLOI : DIRIGEANTS ET MEMBRES D'ORGANISMES

2004-2005	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Nombre de jours de congé de maladie ⁽¹⁾	1	2	3	16	22	23	28	54	57	43	19,5	20
Nombre de jours de vacances	23	2	24	92	195,5	71	3	19	6	24	16,5	53
Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique	AUCUNE PLAINTÉ											

CATÉGORIE D'EMPLOI : PERSONNEL D'ENCADREMENT

2004-2005	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Nombre de jours de congé de maladie ⁽¹⁾	0	1,5	2	1	4	0	0,5	2,5	1	6	11	0
Nombre de jours de vacances	8	2,5	11	51	43	8,5	3	2,5	10,5	3	3	8
Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique	AUCUNE PLAINTÉ											

⁽¹⁾ Période en assurance salaire incluse

15. NOMBRE DE JOURS DE CONGÉ DE MALADIE ET DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL, NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES ET NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE POUR 2004-2005

CATÉGORIE D'EMPLOI : PERSONNEL PROFESSIONNEL

2004-2005	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Nombre de jours de congé de maladie ⁽¹⁾	0	4,5	8,5	1	7	22	1	2	16,5	5,5	3	0,5
Nombre de jours de vacances	10	3,5	18	80,5	169	11,5	2	3,5	15,5	31,5	14,5	1,5
Nombre d'heures supplémentaires												
• effectuées	17	18,75	24	0,75	8	10,75	0	24,25	16,5	5,5	4,5	15
• remboursées	0	0	5,0	0	0	0	0	17,25	16,5	0	0	0
• compensées	17	18,75	19	0,75	8	10,75	0	7	0	5,5	4,5	15
Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique	AUCUNE PLAINTÉ											

⁽¹⁾ Période en assurance salaire incluse

**16. EFFECTIF RÉGULIER PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR
TERRITOIRE DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2002**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

**17. LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS DE LA SOCIÉTÉ
IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2004-2005**

La réponse à cette question sera transmise par le Ministère des Services
gouvernementaux.

**18. LISTE DES BAUX AUXQUELS LA SIQ A MIS FIN EN 2004-2005
ET PRÉVISIONS 2005-2006**

La réponse à cette question sera transmise par le Ministère des Services
gouvernementaux

**19. MISE À PART LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC, LISTE DES FIRMES, EN 2004-2005,
DE QUI SONT LOUÉS DES ESPACES**

EMPLACEMENT	SUPERFICIE M ²	SUPERFICIE OCCUPÉE	SUPERFICIE INNOCUPÉE	COÛT	DURÉE	PROPRIÉTAIRE
SALABERRY-DE- VALLEYFIELD		-	-	6 000 \$	D'une durée indéterminée Entente entre la Régie du logement et la Cour municipale de Valleyfield	

**20. COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT ET TRAVAUX
EFFECTUÉS DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS ET DANS LEUR
BUREAU DE CIRCONSCRIPTION DU 1^{ER} AVRIL 2004 AU 17 FÉVRIER
2005 ET DU 18 FÉVRIER 2005 À CE JOUR**

Sans objet

**21. LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU
CONSEIL DES MINISTRES AU 1^{ER} AVRIL 2004**

Sans objet

**22. LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2004-2005 À MÊME LE
BUDGET DISCRÉTIONNAIRE**

Sans objet

**23. VENTILATION DÉTAILLÉE DES BUDGETS DE DÉPENSES
AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT
FÉDÉRAL EN 2004-2005**

Sans objet

**24. LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIES
D'EMPLOI**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

**25. NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED PAR CATÉGORIE D'ÂGE
EN 2004-2005**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**26. MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE POUR EFFECTUER LA
PLANIFICATION DES DÉPARTS À LA RETRAITE, DES
EMBAUCHES ET DU RENOUVELLEMENT DES CONTRATS
D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**27. LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIES
D'EMPLOI, RÉMUNÉRÉ PAR L'ORGANISME, QUI N'OCCUPE
AUCUN POSTE**

Sans objet

**28. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ ET AFFECTÉ À DES
ORGANISMES PUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES**

Sans objet

**29. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES
PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET
AFFECTÉ À L'ORGANISME**

Sans objet

**30. LISTE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIES D'EMPLOI QUI REÇOIT
UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION**

Sans objet

31. LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE ACQUIS EN 2004-2005

<i>Quantité</i>	<i>Description</i>	<i>Dépenses</i>
1	Apple powerbook G4/15.2"/1.5Ghz	3 215 \$
4	Carte Dialogic	13 560 \$
2	Disques Serveur IBM X345 146.8 GB	1 016 \$
4	Disques Serveur IBM X345 36.4 GB	1 304 \$
14	Disques Serveur IBM X345 36.4 GB	4 760 \$
10	Disques Serveur IBM X345 73.4 GB	6 294 \$
2	Disques Serveur IBM X346 146.8 GB	1 016 \$
2	Disques Serveur IBM X346 36.4 GB	654 \$
1	HP Laser Jet 4650 DTN	3 959 \$
1	HP Scan Jet 8250 48 Bit 4800 DPI	989 \$
1	Imprimante FS-3829DN	
	Garantie 3 ans plateau additionnel	1 466 \$
4	Imprimante HP Laser Jet 4200 DTN	11 821 \$
3	KVM 4 ports	2 580 \$
3	NETBAY 2U Flat panel Monitor	4 836 \$
54	Ordinateur Discovery 865GLCLK P4	
	3.0Ghz 512 Mo 40Go CD/DVD	936 \$
	72 10/100/1000 17" Win XP Pro	
15	Ordinateur Prosys Ultra GLC 3200	23 835 \$
1	Plateau additionnel PF-60	345 \$
1	Serveur IBM X235 Xeon/3.2Ghz/1 GB	6 437 \$
9	Serveur IBM X345 Xeon/3.2Ghz/1 GB	67 409 \$
1	Serveur IBM X346 EMT64 3.2Ghz L2 1Mo	6 642 \$

31. LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE ACQUIS EN 2004-2005

<i>Quantité</i>	<i>Description</i>	<i>Dépenses</i>
3	Switch 3Com SuperStack 3	1 596 \$
3	Switch 3Com SuperStack 3	9 491 \$
1	UPS Smart-UPS 2200	959 \$
2	UPS SUA2200RM2U	1 978 \$
9	UPS SUA2200RM2U	10 408 \$
TOTAL		259 506 \$

**32. LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS ET LE COÛT DE CHACUN
POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2004-2005**

Juridique

Accès à l'information Express	115,00 \$
Accès à l'information	340,00 \$
Accès à l'information et protection des renseignements personnels	202,00 \$
Code de procédure civile Alter Ego	275,00 \$
Annuaire de jurisprudence et recueil de jurisprudence du Québec	3 360,00 \$
Cahiers de droit de l'Université de Montréal	50,00 \$
Canadian Journal of Administration Law and Practice	241,00 \$
Code civil du Québec et code de procédure civile x 48 exemplaires	4 608,00 \$
Code de procédure civil annoté et jurisprudence	150,00 \$
Code municipal -Cités et villes x 2 - Lois du travail, Code criminel	288,00 \$
Condominium Law and Administration (selon MAJ)	487,00 \$
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	635,00 \$
Droit transitoire sources annoté	50,00 \$
Droit de la personne et les relations de travail	118,00 \$
Formulaire de procédure civile	39,00 \$
Gazette officielle INTERNET partie 1 (français) et partie 2 (anglais)	
Gazette officielle INTERNET (Licence 7 postes) partie 2 (français)	974,00 \$
Index to Canadian legal periodical literature	160,00 \$
Jurisprudence Express x 9 exemplaires et 1 version électronique	3 550,00 \$
Jurisprudence logement x 75 exemplaires	7 125,00 \$
Lois refondues du Québec (selon MAJ)	471,00 \$
Recueil de droit immobilier	187,00 \$
Recueil des arrêts de la Cour suprême	318,00 \$
Revue de droit de l'Université de Sherbrooke	34,00 \$
Revue de droit de McGill	48,00 \$
Revue juridique Thémis	48,00 \$
Revue du Barreau	60,00 \$
Revue générale de droit	65,00 \$
Revue légale	130,00 \$
Tableau des modifications et index sommaire des règlements	140,00 \$
Droit civil en ligne (DCL)	2 000,00 \$

Informatique

AS/400 NETWORK	135,00 \$
Network Magazine	149,00 \$

Économie

Affaires (Le journal) + Affaires Plus (magazine)	60,00 \$
Revue de la Banque du Canada	13,00 \$

Gestion

Sentences arbitrales de la fonction publique	125,00 \$
Gestion (revue internationale de gestion)	84,00 \$
Magazine Grafika	49,00 \$
Le Courrier parlementaire (INTERNET – service quotidien)	900,00 \$
Recueil des politique de gestion (1 abonnement papier)(selon MAJ)	91,00 \$

Communications

Bulletin de liaison (Fédération des familles monoparentales et reconstituées du Québec (FARMRQ)	15,00 \$
Bulletin de la ligue des propriétaires	25,00 \$
Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)	30,00 \$
Bulletin de la FLHLMQ	30,00 \$
Revue aînés Hébergement	20,00 \$

TOTAL :	27 994,00 \$
----------------	---------------------

33. SITE INTERNET

La Régie du logement a un seul site Internet. Son adresse : <http://www.rdl.gouv.qc.ca>

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :

La conception du site en production de mars 1999 à décembre 2002 a été faite par la compagnie Clickon Technologies dont le chargé de projet se nommait Jeff McDonald, en collaboration avec deux effectifs de la Régie.

Il y a eu une refonte du site amorcée au dernier trimestre de l'exercice 2001-2002 avec le concours de la firme Cognicase. La refonte a été poursuivie par le personnel de la Régie au cours de l'exercice 2002-2003 et sa mise en production a eu lieu en décembre 2002.

- les coûts de construction du site :

Le coût de construction du site en production de juin 1998 à décembre 2002 s'élevait à 10 000\$. Le coût de la refonte du site, mis en production en décembre 2002, s'élève à 24 740\$.

- le coût de l'entretien et de la mise à jour :

L'entretien du site et sa mise à jour se fait à l'interne.

- qui est responsable du contenu sur le site :

Pierre Marchand, agent de recherche et Webmestre.

- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour :

Une moyenne de dix fois par mois. Toutefois, en janvier de chaque année, une mise à jour importante est faite puisqu'il faut refondre les documents visant à faciliter la négociation de la variation du loyer par les locataires et locateurs.

- le nombre de visiteurs (hits) par mois :

Site internet de la Régie du logement
Statistiques du nombre de visites (hits) par mois
Exercice 2004-2005

Mois	Nombre total de visites (hits)
Avril 2004	75100
Mai 2004	59287
Juin 2004	56029
Juillet 2004	50102
Août 2004	49502
Septembre 2004	49168
Octobre 2004	55673
Novembre 2004	62107
Décembre 2004	62410
Janvier 2005	117504
Février 2005	117935
Mars 2005	138124

SOURCE : Webtrends

Combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Le site a été fait pour la première fois en 1996 : il contenait des renseignements fragmentaires sur la Régie.

La première véritable construction du site remonte à l'exercice 1998-1999, construction qui s'est terminée en mars 1999. Voici les critères retenus pour justifier les changements : amélioration de service d'information aux citoyens en matière de bail d'habitation en vue de favoriser l'harmonisation des relations entre locataires et propriétaires.

Une refonte du site a débuté au dernier trimestre de l'exercice 2001-2002 avec le concours de la firme Cognicase et s'est poursuivie au cours de l'exercice 2002-2003 par le personnel de la Régie. La mise en production a eu lieu en décembre 2002. Le coût de 24 740\$ a été assumé par Les Publications du Québec pour le compte de la Régie du logement. Les critères retenus pour justifier les changements sont les suivants : permettre à l'utilisateur d'avoir accès, dès la page d'accueil, à un plus grand nombre d'informations, de rubriques, de documents et de nouvelles du jour; faciliter la navigation pour permettre à l'utilisateur de trouver l'information recherchée en moins d'une minute; voir à ce que les pages du site soient organisées de manière cohérente et intuitive pour l'utilisateur.

**34. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2004-2005 DANS LES TECHNOLOGIES
DE L'INFORMATION**

a) Téléphonie	423 275,83 \$
b) Matériel informatique	259 506 \$
c) Logiciels	26 135 \$
d) Programmation	(dépense en traitement seulement)
e) Formation	1 000 \$

**35. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX RELATIFS À L'ÉQUITÉ
SALARIALE**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

**36. LISTE ET COPIE DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS DANS LE
CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE ET DE MODERNISATION
DE L'ÉTAT**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 10.

**37. LISTE ET COPIE DES SONDAGES COMMANDÉS DANS LE CADRE DU
PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 8.

**38. TOUTES LES ÉTUDES COMMANDÉES EN 2004-2005 SUR LA
PRIVATISATION OU L'IMPARTITION DE SERVICES
GOUVERNEMENTAUX DÉJÀ OFFERTS OU DE NOUVEAUX
SERVICES PUBLICS**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question n° 9.

**39. SOLUTIONS PROPOSÉES DANS LE CADRE DES TRAVAUX PORTANT
SUR LA RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT À LA DEMANDE DU CONSEIL
EXÉCUTIF, DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DES COMITÉS FORMÉS
PAR LE GOUVERNEMENT**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**40. NOMBRE DE RÉUNIONS DU COMITÉ MINISTÉRIEL SUR
L'ORGANISATION DU TRAVAIL POUR L'ANNÉE 2004-2005**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

41. BUDGETS CONSACRÉS À LA SÉCURITÉ DE L'ORGANISME AINSI QU'À LEURS INSTALLATIONS (INTERNE OU PAR CONTRAT À L'EXTERNE) POUR 2004-2005

Il y a tout d'abord des coûts reliés à l'embauche d'agent de sécurité pour les bureaux situés aux adresses suivantes :

5199, rue Sherbrooke Est, Montréal	40 660 \$
1425, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal	29 617 \$
29, rue Fabre, Valleyfield	6 946 \$
1050, boul. Casavant Ouest, Saint-Hyacinthe	2 951 \$
62, rue Saint-Jean-Baptiste, Victoriaville	190 \$
900, boul. René-Lévesque Est, Québec	160 \$
900, boul. Saint-Charles, Longueuil	131 \$
500, boul. des Laurentides, Saint-Antoine	68 \$
<hr/>	
Total :	80 723 \$

Sécurité informatique :

- La Régie a aussi mis en place une infrastructure visant à permettre à sa clientèle internaute un accès à son réseau de façon sécuritaire. L'aménagement de cette infrastructure s'est faite à la suite de services conseils obtenus de Bell Canada au coût de 19 200\$ et d'acquisition de logiciels au coût de 4 478 \$. Une partie de l'infrastructure sera consacrée au commerce électronique. (cette information est mentionnée à la fiche 46)
- La Régie a aussi acquis du matériel informatique servant de pare-feu (firewall) au coût de 9 279 \$.
- De plus, la Régie a un contrat de location d'un «pix» de Cisco géré par le centre d'assistance du gouvernement du Québec (CAGQ). Le montant de location mensuelle de 1 255 \$ est payable à la direction générale des technologies de l'information et des communications (DGTIC).

41. BUDGETS CONSACRÉS À LA SÉCURITÉ DE L'ORGANISME AINSI QU'À LEURS INSTALLATIONS (INTERNE OU PAR CONTRAT À L'EXTERNE) POUR 2004-2005

Travaux d'aménagement

- Au cours de l'exercice 2004-2005, des travaux d'aménagement totalisant 42 970 \$ ont été effectués dans la salle où se situent les serveurs de la Régie. Ces travaux étaient requis pour éviter tous risques d'égouttures provoqués par une fuite potentielle de la tuyauterie.

**42. TOUTE MODIFICATION À UNE DIRECTIVE EXISTANTE OU TOUTE
NOUVELLE DIRECTIVE À L'ÉGARD DE LA CIRCULATION ET LA
CONFIDENTIALITÉ DE L'INFORMATION**

Sans objet

43. NOMBRE ET NATURE DES GRIEFS FORMULÉS À L'ÉGARD DES POLITIQUES MINISTÉRIELLES VISANT À ASSURER LA CONFIDENTIALITÉ DES INFORMATIONS AINSI QUE LE NOMBRE DE SANCTIONS IMPOSÉES AUX EMPLOYÉS ET AUX CADRES À L'ÉGARD DE CES MÊMES POLITIQUES

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude de crédits.

**44. NOMINATIONS, DEPUIS LE 1^{er} MAI 2004, DE MANDATAIRES,
ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 10.

**45. DÉPENSES EFFECTUÉES POUR LES TOURNÉES MINISTÉRIELLES
DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC POUR 2004-2005**

Sans objet

46. MONTANTS DÉBOURSÉS EN 2004-2005 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006 POUR LES ÉTUDES, AVIS OU ACHAT DE MATÉRIEL POUR LA MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT EN LIGNE, LES CONTRATS OCTROYÉS ET LES ÉCHÉANCES PRÉVUES

Au cours de l'exercice 2004-2005, la Régie du logement a fait l'acquisition d'un serveur dédié aux transactions électroniques, au coût de 10 000\$.

Au cours de ce même exercice, elle a aussi mis en place une infrastructure visant à permettre à sa clientèle internaute un accès à son réseau de façon sécuritaire. L'aménagement de cette infrastructure s'est faite à la suite de services conseils obtenus au coût de 19 200\$ et d'acquisition de logiciels au coût de 4 478 \$. Une partie de l'infrastructure sera consacrée au commerce électronique.

En 2005-2006, un contrat, dont le coût prévu s'élève à environ 25 000\$, sera conclu avec un chercheur en droit pour obtenir une opinion juridique en matière de signature à apposer sur la demande électronique.

Au cours de ce même exercice, la Régie du logement devra greffer à son réseau un module de paiement électronique par carte de crédit. Cette acquisition sera faite auprès de la firme CGI pour un montant de 20 000\$.

Pour l'aménagement du commerce électronique, les autres volets du développement seront assumés par les ressources internes de la Régie.

**47. LISTE ET COPIE DE TOUS LES AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE
AU LOBBYING PAR L'ORGANISME**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**48. LISTE ET COPIE DE TOUS LES AVIS DEMANDÉS À LA COMMISSION
D'ACCÈS À L'INFORMATION**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**49. NOMBRE DE DEMANDE D'ACCÈS À L'INFORMATION
POUR 2004-2005**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**50. LISTE DE TOUS LES MANDATS CONFIÉS À CHAQUE ADJOINT
PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES**

Sans objet

51. NOMBRE DE POSTES NON COMBLÉS DEPUIS FÉVRIER 2005

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**52 MONTANT DES CIBLES DE COMPRESSIONS FIXÉES PAR LE
CONSEIL DU TRÉSOR POUR FERMER L'ANNÉE 2004-2005 ET
MESURES PRISES PAR CHACUN D'ENTRE EUX POUR ATTEINDRE
CES CIBLES**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

**53. MONTANT DES CIBLES DE COMPRESSIONS FIXÉES PAR LE
CONSEIL DU TRÉSOR POUR FERMER L'ANNÉE 2005-2006 ET
MESURES PRISES PAR CHACUN D'ENTRE EUX POUR ATTEINDRE
CES CIBLES**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

**54. LISTE DES NOMINATION EFFECTUÉES PAR CHAQUE MEMBRE DU
CONSEIL DES MINISTRES**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**55. LA LISTE AINSI QUE LES MONTANTS VERSÉS À CHACUN
DES TRAITEURS AYANT FAIT AFFAIRE AVEC L'ORGANISME
EN 2004-2005**

NOM DU TRAITEUR

MONTANT VERSÉ

À la petite campagne

879 \$

**56. COPIE DES PARTIES ACCESSIBLES AU PUBLIC DE TOUS LES
MÉMOIRES AU CONSEIL DES MINISTRES**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE

L'OPPOSITION OFFICIELLE

AVRIL 2005

RÉGIE DU LOGEMENT
ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2005

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

61. Ventilation pour chacun des bureaux régionaux (directions territoriales) de la Régie du logement, au 31 mars 2005 :
 - a) de son budget
 - b) du nombre d'employés occasionnels et permanents
 - c) du nombre de dossiers reçus et de dossiers traités et délai moyen de réponse
 62. Nombre de bureaux régionaux (directions territoriales) relocalisés ou fermés en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006
 63. Motif et raisons de ces fermetures et ventilation des économies réalisées ou prévues
 64. Échéancier de la révision du mode de calcul de la Régie du logement en matière de fixation des loyers
 65. Comparaison des bénéfices engendrés par la tarification des frais exigibles à la Régie du logement pour 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006
 66. Statistiques sur les activités de la Régie par direction territoriale
-

**61. VENTILATION POUR CHACUNE DES DIRECTIONS TERRITORIALES
DE LA RÉGIE DU LOGEMENT, AU 31 MARS 2005**

Territoire		A) Budget *	B) Personnel en place		TOTAL	C) Dossiers reçus, traités et délai moyen de réponse
			Régulier	Occasionnel		
1.	Direction territoriale de Montréal	2 231 972 \$	53	13	66	Voir réponse à la question 66
2.	Direction territoriale de l'Ouest	697 937 \$	19	3	22	
3.	Direction territoriale de l'Est	1 047 341 \$	32	4	36	
4.	Direction territoriale du Sud	827 274 \$	21	1	22	
Sous total :		4 804 524 \$				
5.	Dépenses non ventilées (ex. : frais de voyage, frais de huissiers, gardiennage et sécurité)	297 338 \$				
TOTAL		5 101 862 \$	125	21	146	

* Le budget ventilé par direction territoriale concerne uniquement les traitements. De plus, cette somme ne comprend pas la dépense en traitement des 32 régisseurs qui s'élève à 3 343 014 \$.

**62. NOMBRE DE BUREAUX RÉGIONAUX (DIRECTIONS
TERRITORIALES) RELOCALISÉS OU FERMÉS EN 2004-2005
ET PRÉVISIONS POUR 2005-2006**

Bureaux relocalisés en 2004-2005

Aucun

Prévisions de relocalisation de bureaux en 2005-2006

Aucune

Fermeture de bureaux en 2004-2005

Aucune

Prévision de fermeture de bureaux en 2005-2006

Aucune

**63. MOTIF ET RAISONS DE CES FERMETURES ET VENTILATION DES
ÉCONOMIES RÉALISÉES OU PRÉVUES**

Sans objet

64. ÉCHÉANCIER DE LA RÉVISION DU MODE DE CALCUL DE LA RÉGIE DU LOGEMENT EN MATIÈRE DE FIXATION DES LOYERS

Au printemps 2004, la Régie a analysé les commentaires formulés au Ministre par divers acteurs du domaine du logement locatif au sujet du rapport du Groupe-Conseil Roche sur l'évaluation de la méthode de fixation de loyer, rendu public en février.

La Régie a également collaboré, en des points spécifiques, à l'élaboration d'un document destiné à une consultation publique en vue de l'élaboration d'une politique intégrée en matière d'habitation. Ce dossier suit son cours au gouvernement et la Régie demeure disponible pour répondre aux interrogations qu'il pourrait susciter.

**65. COMPARAISON DES BÉNÉFICES ENGENDRÉS PAR LA TARIFICATION
DES FRAIS EXIGIBLES À LA RÉGIE DU LOGEMENT 2003-2004, 2004-2005
ET PRÉVISIONS POUR 2005-2006**

Les revenus de tarification sont les suivants :

- Pour l'année 2003-2004 : 4 565 031 \$
- Pour l'année 2004-2005 : 4 678 189 \$
- Pour l'année 2005-2006 4 600 000 \$ (prévision)

66. STATISTIQUES SUR LES ACTIVITÉS DE LA RÉGIE PAR DIRECTION TERRITORIALE

Causes introduites ou relancées, selon le statut du demandeur et le recours exercé, de 2002-2003 à 2004-2005

				Variations	
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2002-2003	2003-2004
Demandes relatives au non-paiement du loyer	41 483	43 864	44 742	6 %	2 %
Recouvrement-résiliation	34 400	35 637	36 020		
Résiliation pour retard fréquent	5 620	6 305	6 740		
Causes relancées	1 463	1 922	1 982		
Causes civiles (autres)	25 112	25 083	23 960	0 %	-4 %
Causes introduites par les propriétaires	15 575	15 683	15 107	1 %	-4 %
Demandes reliées au déguerpissement	2 139	2 087	2 424		
Résiliation de bail pour autre motif	5 611	5 544	5 324		
Recouvrement de loyer (cas spéciaux)	2 545	2 266	2 321		
Rétractation d'une décision	507	771	553		
Reprise du logement	2 055	2 199	1 942		
Dommmages-intérêts	884	847	801		
Expulsion après échéance du bail	369	422	376		
Ordonnances	430	366	351		
Autorisation de convertir en copropriété divise	122	160	162		
Aliénation d'un ensemble immobilier	11	16	12		
Recours propres aux logements à loyer modique	11	4	5		
Travaux majeurs (autorisation)	37	49	40		
Autres recours	854	952	796		
Causes introduites par les locataires	8 127	8 349	7 930	3 %	-5 %
Résiliation de bail	602	501	573		
Diminution de loyer	2 590	2 785	2 352		
Dommmages punitifs	544	525	541		
Autres dommmages-intérêts	742	744	828		
Rétractation d'une décision	1 842	1 784	1 790		
Autorisation de déposer le loyer	502	494	469		
Restitution d'une somme due	119	147	140		
Ordonnances	213	304	295		
Recours entre colocataires	132	94	95		
Recours propres aux logements à loyer modique	63	77	64		
Travaux majeurs (opportunité et conditions)	57	74	63		
Autres recours	721	820	720		
Causes relancées	1 410	1 051	923		
Demandes de fixation	13 982	16 138	15 161	15 %	-6 %
Introduites par les propriétaires	13 284	15 379	14 472		
Introduites par les locataires	635	667	576		
Causes relancées	63	92	113		
Demandes de révision	285	609	382	114 %	37 %
Introduites par les propriétaires	173	431	186		
Introduites par les locataires	109	172	196		
Causes relancées	3	6	0		
Ensemble des causes	80 862	85 694	84 245	6 %	-2 %
Introduites par les propriétaires	69 052	73 435	72 525	6 %	-1 %
Introduites par les locataires	8 871	9 188	8 702	4 %	-5 %
Causes relancées	2 939	3 071	3 018		

66. STATISTIQUES SUR LES ACTIVITÉS DE LA RÉGIE PAR DIRECTION TERRITORIALE

Causes introduites ou relancées par direction territoriale en 2004-2005

	Non- paiement	Causes civiles (autres)	Fixation et révision	Total
Direction territoriale de Montréal	23 057	12 392	11 445	46 894
Direction territoriale de l' Est	5 566	3 457	1 271	10 294
Direction territoriale de l' Ouest	7 882	4 156	1 254	13 292
Direction territoriale du Sud	8 237	3 955	1 573	13 765
Ensemble de la Régie	44 742	23 960	15 543	84 245

Nombre de décisions rendues par direction territoriale en 2004-2005

	Non- paiement	Causes civiles (autres)	Fixation et révision	Total
Direction territoriale de Montréal	16 292	8 037	7 723	32 052
Direction territoriale de l' Est	3 855	2 407	872	7 134
Direction territoriale de l' Ouest	5 684	2 735	648	9 067
Direction territoriale du Sud	5 687	2 070	629	8 386
Ensemble de la Régie	31 518	15 249	9 872	56 639

Délai d'audience (en mois), décisions rendues en 2004-2005, en l'absence de remise, d'ajournement et de suspension

	Non- paiement	Causes civiles (autres)	Fixation et révision
Direction territoriale de Montréal	1,1	5,7	5,8
Direction territoriale de l' Est	1,3	5,0	8,4
Direction territoriale de l' Ouest	1,6	8,0	8,3
Direction territoriale du Sud	1,3	7,8	6,0
Ensemble de la Régie	1,3	6,3	6,3

Délai après audience (en jours), décisions rendues en 2004-2005, en l'absence de remise, d'ajournement et de suspension

	Non- paiement	Causes civiles (autres)	Fixation et révision
Direction territoriale de Montréal	8	13	15
Direction territoriale de l' Est	4	9	10
Direction territoriale de l' Ouest	4	6	15
Direction territoriale du Sud	5	10	15
Ensemble de la Régie	6	11	14